

Le risque ? Et si vous aviez pu l'éviter...

Le « bon » directeur juridique et les juristes ne sont plus les empêcheurs de tourner en rond. Ils accompagnent les dirigeants et les opérationnels et proposent des solutions pour faciliter et sécuriser le business.

Michelin jouit de la meilleure image du CAC 40 selon le palmarès de la réputation 2015¹. « Le couronnement d'une stratégie qui a toujours consisté à pousser les éléments de notre ADN – la confiance, la marque employeur et l'engagement sociétal », souligne Claire Dorland-Clauzel, membre du Comex et directrice des marques et des relations extérieures. « Plus structurés et hiérarchisés que les Anglo-Saxons, les groupes français ont enfin conscience que la réputation est un vrai actif, à gérer au plus haut niveau de l'entreprise² ».

Le droit contribue à préserver la réputation...

...dans un environnement réglementaire du monde de plus en plus complexe. Le risque juridique bien évalué peut devenir une opportunité. Mal géré, les conséquences peuvent être dramatiques, en particulier en termes financiers, concurrentiels, mais aussi extra financiers, d'image ou de réputation.

Le juridique s'impose dans la stratégie des groupes. Le directeur juridique devient, en France aussi, conseiller du Président ou du Directeur général, **partie prenante de toutes les réflexions et décisions stratégiques.** Plus de 50 % des directeurs juridiques sont désormais rattachés au Président ou au CEO³.

La direction juridique s'inscrit dans la définition de la stratégie globale, comme les autres directions. La stratégie juridique doit être alignée sur la stratégie business afin d'accompagner le développement, défendre les intérêts, préserver le patrimoine, l'image et la réputation du groupe. La direction juridique de Michelin l'a même transformée en centre de profit.

L'implication des juristes comme **business partners** proactifs auprès de la direction générale et des opérationnels, très en amont dans les projets, **renforce la culture et la créativité juridique du groupe.** C'est un atout concurrentiel et de compétitivité.



Blandine CORDIER- PALASSE

Docteur en Droit, ESCP, elle dirige un cabinet de recrutement, BCP Executive Search après avoir été associée chez Boyden, avocat chez Slaughter & May puis directeur juridique dans des groupes cotés. Ses clients : Entreprises tous secteurs CAC 40, SBF 120, autres.

Elle est aussi co-fondatrice et Vice-Présidente du Cercle de la Compliance.

Pour en savoir plus : www.bcpsearch.com et www.lecercledelacompliance.com

Elle permet d'identifier la valeur et l'impact d'un projet, d'assurer la conformité de l'ensemble des opérations aux normes et aux réglementations internationales de plus en plus complexes et interdépendantes, d'appréhender, anticiper et prévenir les risques.

La compliance est-elle réellement intégrée dans vos opérations, dans la **culture** de votre entreprise ? Elle n'est pas là uniquement pour constituer des preuves pour les autorités. Elle évalue les risques éthiques souvent composites qui peuvent avoir un impact sur la réputation, en accord avec le risk management, selon le business model, les pays dans lesquels le groupe exerce. Elle permet d'associer les opérationnels à la mise en place d'un tableau de bord avec une cartographie des risques qui les aident à améliorer leur performance opérationnelle et leur efficacité.

Promouvoir la conformité aux règles et aux normes dans la l'intérêt d'avoir une direction juridique toutes les opérations, au quotidien, et plus généralement à l'éthique construit une image et une réputation vertueuse et accroît corollairement le **capital confiance** -facteur clé de la performance et de la création de valeur.

Maintenant vous comprenez...

...l'intérêt d'avoir une direction juridique qui accompagnera et facilitera le business en identifiant les risques, les évaluera et précisera jusqu'ou aller trop loin

...et le rôle essentiel du directeur juridique, au rôle de plus en plus transversal et stratégique pour prévenir et manager les risques financiers et extra-financiers - juridiques, civils et pénaux et préserver le capital humain, économique, d'image et de réputation de l'entreprise. ■■■

1. Enquête RepTrack de Burson – Marsteller/Reputation Institute menée en février 2015 auprès de 1081 personnes.

2. Kasper Ulf Nielsen, associé de Reputation Institute

3. Cartographie des directions juridiques 2014 cabinet Lexqi Conseil, en partenariat avec le Cercle Montesquieu et l'AFJE